

CONSULTATION CITOYENNE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

MEBA 1^{er} octobre 2018

NOM	Bordeaux Métropole
PRENOM	Direction des Relations internationales
ADRESSE	esplanade Charles de Gaulle – 33045 – Bordeaux Cedex
NUMERO DE TELEPHONE	05.56.10.23.76
RAISON SOCIALE	Bordeaux Métropole

INFORMATIONS PRATIQUES

INTITULE DE L'ACTIVITE Consultation citoyenne sur l'avenir de l'Europe avec les communautés étrangères de Bordeaux et Bordeaux Métropole

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE Forum citoyen en deux temps : sujets généraux puis focus sur la thématique du développement durable. Discussions libres. Questions posées par le modérateur pour relancer le débat. Présence d'un représentant du rectorat de Bordeaux.

DATE ET HEURE 1^{er} octobre 2018, 19h-21h

LIEU Maison de l'Europe Bordeaux Aquitaine

NOMBRE DE PARTICIPANTS 40

CATEGORIES DE PUBLICS PRESENTS jeunes en Service Volontaire Européen, jeunes en Service Civique, membres des consulats (Portugal) et communautés étrangères (Slovaquie)

NOMS DES INTERVENANTS OU DES GRANDS TEMOINS Olivier RAMADOUR, directeur des Relations internationales de la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole ; Carlos Manuel ALVES, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux

THEMES EVOQUES Développement durable – Education – Information – Migrations – Souveraineté – Démocratie – Politiques communes – Elargissement – Image de l'Europe

SYNTHESE DE L'ACTIVITE

QUESTIONS/ATTENTES/PROBLEMES SOULEVES

- Développement durable

Les politiques environnementales sont très contrastées en Europe. En quantité : la contribution de l'Europe dans les droits nationaux de l'environnement varie de 50% au Danemark à 90-100% dans les pays de l'Est de l'Europe (80% en France). En qualité : le

marché du carbone mis en place en Europe a servi de modèle mais il fonctionne mal car les Etats ne coopèrent pas.

De moins en moins de règles sont mises en place faute de consensus, pour des raisons sociales. L'acceptabilité sociale de la protection de l'environnement est difficile car il y a un manque d'accompagnement social. La protection de l'environnement apparaît comme un luxe.

Droit de l'environnement et droit de solidarité sont liés, interdépendants.

Des politiques « zéro déchets » existent en France mais ne pas assez connues et trop contraignantes.

Les grandes entreprises ne sont pas assez contraintes pour agir e faveur de l'environnement.

L'industrie du textile, qui est la 2è industrie la plus polluante, doit être considérée par l'UE. Quelle que soit la marque la pollution est identique car tout est fabriqué en Chine.

Les jeunes disent être en faveur de la protection de l'environnement mais n'agissent pas vraiment (ex. achats chez H&M). Question de l'exemplarité des parents. Question de coûts.

L'entre-soi européen prive les pays en développement. Quand les achats se font hors d'Europe, investissements et salaires sont améliorés.

Question de l'eau : gaspillage (jetée pour raisons de sécurité dans les aéroports), mauvais usage (bouteilles plastiques), manque de sensibilisation.

Problème du stockage et du recyclage des batteries électriques.

Question des réglementations en matière forestière : les réglementations ne sont pas unifiées, en certains endroits trop strictes et bloquantes (impossibilité d'implantation d'animaux en forêt en France).

L'Allemagne a développé l'usage de nouvelles énergies mais cela s'avère difficile à mettre en place. Elle dépend d'autres pays (Russie) pour son énergie.

Problème des énergies dont les ressources ne sont pas sûres. Problème de l'énergie nucléaire qui n'est pas « propre » : questions du stockage et des déchets.

Il existe en Europe des ressources énergétiques mais non/sous exploités par réticence de certains acteurs (poids des lobbies). Idem pour l'interconnexion des réseaux de distribution de l'énergie (manque de volonté politique).

Les difficultés techniques masquent mal les difficultés politiques. Syndrome du repli sur soi, chacun essaie de « se sauver tout seul ».

Historiquement les politiques énergétiques ont été développées/soutenues par la volonté des Etats et des politiques publiques : leur évolution dépend d'eux aussi.

L'Europe se refuse à légiférer sur la responsabilité sociale des entreprises, aujourd'hui relevant de la seule volonté des entreprises.

- Education

Manque de connaissances et d'éducation sur l'Europe.

Beaucoup de diplômes sont reconnus sur l'ensemble de l'espace européen mais les niveaux de formation sont différents dans chaque pays.

L'enseignement des langues en France est très mauvais.

La participation à des projets Erasmus est possible dès le collège. C'est à la charge et selon la volonté de l'enseignant et sous condition d'un partenariat de l'établissement avec un homologue européen, donc un peu limité.

- Communication

Il existe un déséquilibre dans l'accès à l'information. Notamment pour les territoires ruraux. La réglementation de 2017 a permis la traduction dans toutes les langues mais seulement des réglementations les plus importantes (pas toutes).

Les réglementations votées ne concernent que les élites, c'est difficile à connaître et à comprendre pour la population des territoires (ruraux par ex.)

Il y a un manque de transparence. Dans les 'grands' pays la population pense qu'elle donne trop et dans les 'petits' elle pense qu'elle ne reçoit pas assez.

Il y a un manque d'appropriation de l'information européenne par les habitants. Les habitants ne savent pas quelles sont les compétences de l'Europe et leurs conséquences pour leur vie quotidienne.

La communication n'est pas assez importante au regard des fonds investis et de l'importance des projets. Elle est noyée dans la communication nationale.

L'UE n'est pas assez présente sur les réseaux sociaux. Et les réseaux sociaux ne concernent surtout que les jeunes, pas les enfants à éduquer ni les seniors à informer.

L'UE ne s'approprie les sujets que trop tard et l'administration met trop de temps (ex. des migrants)

- Société

Question des filiations : si l'épouse est slovaque et le mari français, l'enfant né en France ne peut avoir la nationalité française s'il n'a pas été reconnu par le père.

- Vision

Manque de vision pour l'Europe : l'absence de vision crée une brèche pour les extrémismes.

Besoin d'une « humanisation » de l'Europe.

- Migrations

L'Europe manque de solutions.

Le problème des questions migratoires, c'est son expression dans les votes et la montée des extrémismes.

Question des passeurs : rien n'est fait contre eux, il semble que les migrations soient organisées pour obtenir de la main d'œuvre à bon marché.

- **Emploi**

La valeur du travail est-elle la même dans chaque pays ?

L'Europe est un marché trop libéral ; les citoyens sont oubliés. Manque de considération sociale.

Les injustices, les tensions, les mouvements de populations sont liés aux différences de salaires et de droits (exemple des chauffeurs routiers)

Sur le marché du travail en France, la parité des salaires dans certaines catégories demeure un combat.

- **Elargissement de l'UE**

L'entrée de certains pays a été inscrite : l'Europe doit se remettre en cause si elle ne remplit pas ses engagements.

Risque de donner plus de pouvoirs dans l'UE à des pays anti-européens (Grèce par ex.)

- **Sécurité**

Sécurité-défense-politique étrangère sont les sujets sur lesquels les pays pourraient agir ensemble mais ce sont les domaines qu'ils ne veulent pas « lâcher ». Pas de possibilité d'action commune tant que les contingents militaires seront sous des drapeaux différents.

L'Allemagne ne peut participer aux actions menées en faveur de la paix (en Syrie par ex.) à cause de sa Constitution et du poids de son passé.

Les questions de sécurité ont changé au XXI^e siècle : sécurité numérique-alimentaire-de santé publique. Il y a un sentiment d'insécurité face à la désinformation des médias.

PISTES DE PROPOSITIONS FORMULEES

- **Développement durable**

Besoin d'une politique de l'environnement uniformisée.

Besoin de combiner la protection de l'environnement avec le développement économique et le progrès social.

L'UE a un rôle à jouer dans la consommation responsable/durable, afin de responsabiliser les consommateurs.

Utilisation de bouteilles en verre consignées.

Réduction des emballages. Développement de la vente en vrac/en distributeur.

Développement et valorisation du réseau ferré (face à la croissance des lignes d'avion et de bus à bas coût).

Taxation sur les transactions financières à développer (seulement 10 pays environ sont d'accord)

Taxation carbone aux frontières de l'UE pour favoriser de nouveaux modèles économiques à l'intérieur de l'Europe.

Favoriser le « consommer européen » et aider à la transition économique les pays les plus fragiles.

Développer les projets éoliens. Collaboration européenne pour un éolien maritime (type coopération Airbus).

Besoin d'une politique industrielle volontariste pour la mise en place du stockage de l'énergie propre disponible.

Application du principe existant 'pollueur-payeur'.

Rôle de l'Europe possible dans le domaine de la 'finance verte' : drainer l'épargne vers des projets en faveur du développement durable par ex. Référence à Al Gore et aux capacités des marchés financiers bien supérieures à celles des Etats.

Attendre qq années encore (20 ans ?) de nouvelles avancées technologiques qui rendront plus faciles les changements ?

- Education

Souhait d'un baccalauréat européen.

Souhait d'une uniformisation des formations, notamment en lycée et université.

Souhait de visites des institutions et rencontres avec les acteurs européens.

Besoin de cours spécifique sur l'Europe, notamment en primaire.

- Communication

Information sur l'Europe accessible dans chaque langue de chaque pays.

Accès à l'information sur l'UE accessible à chaque citoyen quel que soit son origine sociale et professionnelle.

Mise en place d'une chaîne tv européenne accessible par tous et d'un programme européen quotidien.

- Migrations

Besoin de plus d'information, maîtrisée et de qualité.

L'UE doit être plus accueillante en prenant en compte les capacités de chaque pays (richesse capacités d'hébergement, nombre de population)

La question n'est pas de savoir « si » on doit accueillir (cela fait partie de nos principes moraux) mais « comment ». L'Europe doit agir unie car c'est vers l'entité européenne que viennent les populations migrantes et il faut trouver un moyen de travailler ensemble.

- Emploi

Harmonisation des salaires et des droits sociaux.

- Elargissement

L'élargissement est possible dans des conditions strictes : intégrer des pays pas encore stables économiquement/politiquement rajoutera des tensions au sein de l'UE.

L'élargissement est possible à condition de passer par l'étape de l'égalité entre tous les pays au préalable.

S'il était possible pour 6 Etats (initiaux) de travailler ensemble en gardant leur souveraineté, cela n'est pas possible à 27 et plus. Les Etats devraient donc abandonner leur souveraineté pour parvenir à travailler ensemble et de façon unifiée.

- Gouvernance

Une instance de gouvernance commune pourrait être envisagée si les 'grands' pays (France et Allemagne, en nombre de députés) acceptaient de libérer des sièges au profit des pays les plus 'petits'.

Création d'une assemblée de citoyens tirés au sort dans chaque pays, qui participeraient aux débats.

Augmenter le budget européen pour donner plus de pouvoirs à l'UE et réduire les différences entre les Etats.

Exclure/réprimer les Etats pas assez démocratiques ? il faut toutefois distinguer les habitants (pas tous 'anti Europe') des dirigeants (parfois populistes), lesquels ont plus de visibilité et de poids. Les mesures de rétorsion risquent d'accentuer les extrémismes.

Question posée à chaque participant : quelle doit être, pour vous, la priorité de l'Europe pour les années à venir (1 seule réponse, sans argument)

Environnement : 8

Education : 8

Information : 5

Droits de l'Homme : 3

Egalité : 3

Humanisation : 2

Démocratie : 2

Lutte contre les populismes : 2

Respect : 1

Indépendance des territoires : 1

Efficacité : 1

Transparence : 1

Harmonisation des salaires : 1

